

Le budget—Mme McLaughlin

l'équité fiscale, ce n'est pas une politique, c'est du vol fiscal.

• (1550)

Par ailleurs, la question d'une surtaxe imposée à tous les Canadiens est intéressante et illustre bien l'incapacité du gouvernement à tenir ses promesses. Lorsque fut imposée cette surtaxe sur le revenu, on nous a dit que la taxe de vente générale nationale allait remplacer la surtaxe. On nous dit maintenant qu'elle ne la remplacera pas. La surtaxe va rester. On pourrait dire, je suppose, que nous avons été naïfs de croire qu'une mesure fiscale que nous avons été naïfs de croire qu'une mesure fiscale qu'on impose pourrait être supprimée à un moment donné, mais il est clair que le gouvernement est revenu sur cette promesse.

De plus, les Canadiens, du fait d'autres attaques contre les programmes sociaux, paieront davantage. L'assurance-chômage est un bon exemple, les cotisations augmentent de 15 p. 100 et elles seront maintenant payées par l'employeur et l'employé. Toutes ces mesures fiscales, et nous ne parlons pas encore de la taxe de vente, mais de l'augmentation des taxes sur l'essence et sur les carburants, de la taxe sur les communications téléphoniques, de l'augmentation des taxes d'accise, signifient une diminution de revenu disponible de plus de 700\$ par année pour les familles canadiennes.

Les taxes de vente et d'accise ont également augmenté. On nous dit que lorsque la taxe de vente nationale sera en vigueur, on ne percevra plus la taxe sur les ventes des fabricants. Cette taxe est passée de 12 à 13,4 p. 100. Même à ce niveau, la nouvelle taxe coûtera davantage.

Lorsqu'on ajoute la nouvelle taxe de vente et la taxe d'accise, une forme régressive de taxation qui frappe les taxes et les impôts ont augmenté de 62,4 p. 100 entre 1984 et 1988. Lorsqu'on additionne les nouvelles taxes de vente et d'accise, les taxes à la consommation, ces taxes cachées, on arrive à une augmentation ahurissante de 171 p. 100 depuis la venue au pouvoir des conservateurs. Appuyer cette politique budgétaire? Sûrement pas.

Toutes ces taxes frappent plus durement les gens du Nord. Tout d'abord, selon l'endroit, le coût de la vie est de 30 à 50 p. 100 plus élevé au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Toutes ces mesures auront un effet exponentiel sur les contribuables de la région et sur le coût de la vie. De toute évidence, cela va conduire à une inflation du coût de la vie dans le Nord.

Le budget contient certaines mesures comme le crédit pour taxe de vente. Toutefois, cela ne suffira pas à résoudre les problèmes de la majorité des habitants du Nord. En raison du coût de la vie, beaucoup de gens ont des salaires plus élevés, ce qui fait que le crédit ne prendra pas effet au niveau qui est réellement le niveau de la pauvreté dans des endroits comme le Yukon. En outre, la récupération par voie d'imposition des pensions de sécu-

rité de la vieillesse et des allocations familiales aura des répercussions semblables sur le coût de la vie dans le Nord.

J'ai parlé tout à l'heure de l'assurance-chômage et des effets de cette politique budgétaire sur le développement des économies régionales. L'assurance-chômage coûtera aux employeurs et aux employés du Yukon 2 millions de dollars environ par an, soit 65\$ pour chaque homme, chaque femme et chaque enfant du Yukon. C'est là un coût insupportable pour ce qui est de favoriser le développement des entreprises.

En outre, le gouvernement est revenu sur sa promesse de mettre en oeuvre un programme national de garderies. La décision en question aura de très graves répercussions pour tous les Canadiens, et pas simplement pour ceux des régions. Nous réaliserons un gain très temporaire, mais nous en pâtirons pendant très longtemps, si nous ne nous occupons pas de nos enfants dès maintenant, et si nous ne prévoyons pas les ressources dont nos enfants ont besoin, pour devenir eux-mêmes des citoyens productifs.

Une voix: Un investissement dans l'avenir.

Mme McLaughlin: Mon collègue parle d'un investissement dans l'avenir, et il a tout à fait raison. Il s'agit d'un investissement dans l'enseignement, la garde des enfants et la santé. Or, selon le Budget, il n'en est rien et nous devrions sabrer dans ces domaines. Cependant, nous ne voulons pas simplement réaliser un gain à court terme, mais bâtir une nation pour l'avenir.

Enfin, je voudrais aborder brièvement la taxe de vente nationale qui va être appliquée, semble-t-il, sans la coopération des provinces à ce stade-ci. Même des organismes comme la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante ont signalé à quel point cela nuira à beaucoup des petites entreprises établies dans ma circonscription. La paperasserie reliée à la perception de ces taxes sera extrêmement coûteuse et constituera également un fardeau supplémentaire. Que fait-on des professeurs de musique qui donnent des leçons chez eux? Nous allons faire du Canada une nation non seulement de contribuables, mais également de percepteurs d'impôt. Nous allons perdre notre temps à tenter de trouver la façon de percevoir les taxes qui s'appliquent, lorsque nous offrons un service comme des leçons de musique.

Je m'inquiète particulièrement de l'élimination graduelle d'ici à 1990-1991 des initiatives nationales en matières d'économies d'énergie et d'énergies de remplacement. Comment le gouvernement peut-il prétendre se préoccuper de l'environnement, alors qu'il va retirer son appui à la mise en valeur des sources d'énergies de remplacement? Nous avons tenu un débat d'urgence au cours duquel de nombreux députés des deux côtés ont fait part de leurs craintes au sujet du déversement pétrolier de Valdez, en Alaska, et de ses répercussions écologiques. Que fait le gouvernement? A-t-il décidé d'investir